« Construire les savoirs avec tou.te.s ? Recherches participatives avec les personnes en situation de pauvreté »

Tout comme les expériences participatives transforment les modes de fonctionnement de la démocratie, les recherches participatives bousculent les cadres méthodologiques et théoriques des sciences. Les expériences de recherches incluant scientifiques, professionnels et personnes en situation de pauvreté, comme par exemple au Québec « L'incubateur universitaire Paroles d'excluEs »[1] ou la recherche « EQUIsanTE »[2], montrent que la représentation cognitive de la réalité est une vérité partielle, socialement construite et située. Alors que les recherches participatives se développent, il devient nécessaire que scientifiques, professionnels et associatifs développent le « dialogue sur le dialogue », c'est-à-dire ouvrent des espaces de discussion sur la pluralité des représentations cognitives de la réalité, la portée politique du savoir et la portée cognitive du politique, ou encore les modalités de construction des savoirs issus de l'expérience de phénomènes tels que la pauvreté.

Le colloque organisé le 1er mars 2017 par le CNRS, ATD Quart Monde et le Cnam, « Construire les savoirs avec tou.te.s ? Recherches participatives avec les personnes en situation de pauvreté »[3] a permis d'inclure le CNRS dans ces discussions. Dans la démarche de croisement des savoirs, initiée à la fin des années 1990 par ATD Quart Monde en lien avec des professionnels et des scientifiques, des personnes en situation de pauvreté participent à chaque étape de la recherche, de la définition de la question de recherche jusqu'à l'écriture, en passant par la collecte de matériaux, son analyse et la diffusion des résultats. Cette démarche s'accompagne d'un travail réflexif sur l'éthique et les conditions d'un tel croisement, qui nécessite du temps, des modes spécifiques de préparation et d'animation[4].

Si le potentiel émancipateur d'une telle démarche semble admis, sa portée épistémologique restait encore peu reconnue. Le colloque du 1er mars 2017 au siège du CNRS a ainsi été l'occasion d'une reconnaissance institutionnelle de la validité scientifique de la démarche de croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté[5]. Luigi Mosca, Doris Marie, Françoise Ferrrand et Marianne de Laat, militants et volontaires d'ATD Quart Monde, ont retracé la genèse et synthétisé les éléments constitutifs de la démarche. Les résultats du séminaire sur l'épistémologie des recherches participatives et en croisement des savoirs ont été présentés par Marcel Jaeger pour le Cnam et Patrick Brun pour ATD Quart Monde. Tout au long de la journée, sous la forme de table-ronde et d'interventions, l'importance de ce type de démarches a été soulignée par de nombreux scientifiques (Patrick Cingolani, Jean-Michel Fourniau, Gaël Giraud, Sandra Laugier, Nonna Mayer, Catherine Neveu). Il ressort de cette première partie du colloque que la science est plus complète si elle fait place au savoir des personnes en situation de pauvreté, ce « savoir situé » comme disent les épistémologies féministes, qui est généralement invisibilisé, voire ignoré par les personnes elles-mêmes. Ce savoir, issu de l'expérience de la survie au quotidien, se construit au sein d'une démarche collective, apporte des connaissances inaccessibles aux seuls chercheurs et questionne les rapports sociaux inégalitaires dans la production du savoir.

Les conditions éthiques, méthodologiques et épistémologiques des recherches participatives en croisement des savoirs ont été discutées. À ce sujet, les questions classiques à propos de la représentation collective et du rôle des associations dans la sélection des participants sont ressorties. Certains chercheurs ont expliqué qu'ils rentraient directement en contact avec des personnes en situation de pauvreté, la présence d'associations risquant de perturber le processus de recherche. Ce point de vue a occasionné un débat dans le groupe de personnes en situation de pauvreté. L'une d'elle a expliqué l'importance de ne pas être isolés : « *Face à des universitaires, nous qui avons peu été à l'école, nous avons peur de nous 'faire bouffer'* ». D'où l'importance « *d'être en groupe, soutenus par une association* ». Les associations accompagnent ainsi, dans le long terme, la construction d'un savoir collectif sur la pauvreté. C'est finalement la question du statut du savoir construit au sein d'une association militante qui est posée. Est-ce que les personnes en grande pauvreté peuvent construire et valoriser un savoir situé en dehors d'associations ? Parmi les autres points de discussion sur la méthodologie figurent les contraintes posées aux chercheurs. En effet, un certain dessaisissement dans l'accès et l'utilisation des données, l'analyse et l'écriture apparait comme le prix à payer pour de nouvelles connaissances[6]. L'animation, le pilotage, le temps passé à préparer et respecter les rythmes de chacun, la rémunération des personnes en situation de pauvreté ont aussi été abordés : « Elles apportent un savoir, une expérience, il est normal qu'elles soient rémunérées »[7]. Avec l'organisation du travail qui alterne groupes de pairs et plénières, des parallèles ont été esquissés avec les épistémologies féministes et postcoloniales qui pointent la nécessité de procéder à des temps de non-mixité pour lutter contre les injustices épistémiques.

1. Fontan J-M., « Enjeux et défis de la recherche partenariale », in Gillet A., Tremblay D.-G. (dir.), 2017, *Les recherches partenariales et collaboratives*, PUR et PUQ : 235-256.
2. Carrel M., Loignon C., Boyer S., De Laat M. 2017, Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté. Retours sur la recherche ÉQUIsanTÉ au Québec, in *Sociologie et Sociétés* vol. XLIX, n°1 : 117-140.
3. Suite à l'appel issu du « Séminaire sur l'épistémologie des démarches participatives et en croisement des savoirs avec des personnes en situation de pauvreté ».
4. Brun P., 2017, Le croisement des savoirs dans les recherches participatives. Questions épistémologiques, in *Vie Sociale* n°20 : 45-52.
5. Après les interventions de Patrice Bourdelais, directeur de l'InSHS, Yves Winkin, représentant l'administrateur général du Cnam, et Claire Hédon, présidente d'ATD Quart Monde, deux Ministres ont reconnu l'importance de cette démarche pour revitaliser les politiques publiques, lutter contre la pauvreté et produire une science plus complète (Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion, et Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche).
6. Par exemple, les scientifiques impliqués dans une démarche de croisement des savoirs n'ont pas accès à l'enregistrement des échanges internes au groupe des personnes en situation de pauvreté, ne décident pas seuls de la temporalité et du contenu des communications et publications issues de la recherche, etc.
7. Florence Rosier, Contre la misère, la science participative s'appuie sur les pauvres, *Le Monde*, 8 mars 2017.

Le rôle des politiques publiques dans le développement de ce type de recherches et l'application des résultats a également été pointé. Ceci pourrait prendre la forme d'une ligne budgétaire dédiée à l'émergence des recherches participatives. La présence des différents groupes impliqués dans les recherches en croisement des savoirs (associations, professionnels, scientifiques) pourrait être assurée dans la construction de la commande, de l'appel d'offre ou de la ligne budgétaire, afin de prendre en considération les dimensions d'expérience, de temps long et d'attendus pluriels. La piste de lancer une cartographie participative des associations de terrain, pour savoir lesquelles se reconnaissent comme contributrices, a été esquissée. La question s'est posée d'une labellisation des démarches de croisement des savoirs : pour certains, la création d'un label permettrait d'éviter la dilution des exigences portées dans la démarche de croisement des savoirs ; pour d'autres, le risque est de professionnaliser à l'extrême, de figer des techniques et de privilégier l'outil par rapport au fond. Par ailleurs, a été pointée la nécessité d'un statut pour les personnes qui sont impliquées dans ce type de recherche, en particulier les personnes en situation de pauvreté. Outre la rémunération, se pose à plus long terme la reconnaissance des compétences et des savoirs acquis dans les expériences de recherche participative.

Enfin, des questions autour de l'évaluation et de la validation des savoirs co-construits sur le plan de la connaissance et de l'action ont été abordées. Les participants se sont accordés sur la difficulté, pour les chercheurs, à rendre compte de ces recherches participatives collectives dans le cadre des évaluations individuelles des activités et productions scientifiques qu'ils doivent régulièrement fournir. Les recherches participatives en croisement des savoirs ont en particulier, comme l'a souligné Paul Dorman de l'Université d'Oxford, une exigence qui porte à faire des compromis en matière de temps, de volume et de nature de matériaux produits. Cette exigence apparaît difficile à concilier avec les attentes adressées aux chercheurs, en termes de type et de niveau de publication. Cette discussion a ouvert un échange sur la valorisation scientifique des recherches en croisement des savoirs dans les revues à comité de lecture et les collections d'ouvrages universitaires. Financer ce type de recherche, dans les programmes non seulement de l'Agence Nationale de la Recherche mais aussi des directions de la recherche au sein d'administrations publiques ou au niveau européen constituerait un effet levier pour reconnaître la recherche participative et établir, en lien avec les critères scientifiques existants, les conditions de sa valorisation et de son évaluation.

Les recherches participatives s'inscrivent dans une vision de la société qui cherche à bâtir une compréhension commune du monde entre tous les acteurs, une approche plus féconde au regard des défis actuels. Ce colloque montre la richesse des discussions sur des enjeux cruciaux pour la science et la démocratie. Il a été l'occasion d'initier un espace collaboratif au sein duquel chacun fait avancer la réflexion sur les questions d'ordre éthique, méthodologique et épistémologique que ce type de recherches soulève. Une telle démarche concerne la recherche, la formation et l'action publique. Pour poursuivre les échanges et développer les expériences de croisement des savoirs, une convention est en préparation et une journée de lancement de cet espace collaboratif est programmée au 20 juin 2018 à la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord.

Patrick Brun (ATD Quart Monde), Marion Carrel (GIS Démocratie & Participation), Philippe Warin (CNRS), pour le comité de pilotage du colloque organisé par le CNRS, ATD Quart Monde et le Cnam

contact&info
▶ Marion Carrel,
GIS Démocratie & Participation
marion.carrel@free.fr
▶ Pour en savoir plus
https://croisersavoirs.sciencesconf.org